Article 6

Les parties œuvrent à :

1 – la coordination et l'assistance technique entre les laboratoires des services vétérinaires des deux pays ;

2 – L'échange de médecins vétérinaires spécialistes afin de s'informer sur l'état sanitaire des animaux et des produits d'origine animale ainsi que sur les réalisations scientifiques et techniques dans ce domaine ;

3 – L'échange d'informations sur les méthodes d'élaboration, de transformation et d'industrialisation des produits d'origine animale qu'elles veulent exporter ;

4 – L'échange régulier des législations relatives à la santé animale ;

5 – La participation des spécialistes concernés aux colloques et séminaires organisés par l'une des parties ;

6 – L'organisation de cours de recyclage pour les cadres des parties.

Article 7

Les autorités vétérinaires compétentes des parties se consultent directement sur les modifications éventuelles des documents sanitaires vétérinaires afférents à l'application du présent accord.

Article 8

Les parties s'engagent à suspendre immédiatement toute opération d'exportation d'animaux et de produits d'origine animale en cas d'existence ou d'apparition dans l'un des deux pays d'une des maladies énoncées sur les listes "A" et "B" de l'office international des épizooties.

Article 9

Tout différend concernant l'application du présent accord est réglé par voie de consultations et de négociations entre les parties.

Article 10

Les parties facilitent les échanges de spécialistes et d'expériences en la matière et peuvent procéder à l'élaboration de projets en commun dans le domaine du développement de la production animale.

Article 11

Le présent accord peut être amendé par consentement des parties par le biais d'un échange de notes à travers le canal diplomatique.

Article 12

Le présent accord entrera en vigueur à partir de la date de la dernière notification par laquelle les parties s'informeront de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises à cet effet.

Article 13

Le présent accord restera en vigueur pour une durée indéterminée à moins que l'une des parties ne notifie à l'autre partie par écrit et par le canal diplomatique, au moins six mois à l'avance, son intention de le dénoncer.

Fait à la Havane le 18 juillet 2001, en deux exemplaires originaux en langues arabe et espagnole les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République algérienne
démocratique et populaire

Saïd BARKAT

Ministre de l'agriculture

Pour le Gouvernement
de la République de Cuba

Alfredo Jordan MORALES

Ministre de l'agriculture

DECRETS

Décret présidentiel n° 04-140 du 8 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 28 avril 2004 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 03-22 du 4 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004 ;

Vu le décret présidentiel du 25 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 16 février 2004 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2004, au budget des charges communes ;